

Processus de paix. Au Proche-Orient, les navettes diplomatiques avec Washington se multiplient et l'heure de vérité approche, inexorablement, tandis que les espoirs restent timides et les résultats incertains. Explications.

Dans quelques semaines les fondations seront jetées pour une reprise du processus de paix. Netanyahu, Mubarak et le président palestinien Mahmoud Abbas sont respectivement attendus à Washington les 18, 26 et 28 mai. Et la pression monte. Lundi 11 mai se tenait à New York une réunion extraordinaire au niveau ministériel du Conseil de sécurité de l'ONU. Le but ? Affirmer l'«urgence de parvenir à une paix globale juste et durable au Proche-Orient, basée sur la vision d'une région où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte-à-côte en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues». A cette occasion, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé, dans des termes très fermes, Israël à «changer fondamentalement sa politique en matière de colonies de peuplement» dans les territoires occupés : «L'action sur le terrain, ainsi qu'une détermination à négocier sur toutes les questions-clés, y compris Jérusalem, les frontières et les réfugiés, sur la base des engagements existants d'Israël, seront les vrais tests de l'attachement d'Israël à la solution des deux États». Mais Israël avait rejeté à l'avance le résultat d'une telle réunion : «Israël ne croit pas que l'implication du Conseil de sécurité contribue au processus politique au Proche-Orient», a déclaré son ambassadeur à l'ONU Gabriela Shalev à la



En visite à Jérusalem, Benoît XVI a plaidé pour que les deux peuples puissent vivre «en paix dans leurs pays respectifs, dans des frontières sûres et reconnues internationalement».

Le Proche-Orient retient son souffle

presse. «Ce processus doit être bilatéral et laissé aux parties elles-mêmes».

Israël sous pression

Et pourtant, Israël veut le soutien des pays arabes face aux «menaces constituées par l'Iran et ses alliés dans la région» : le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza. C'est donc à cette

fin que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est rendu ce même lundi à Charm el-Cheikh, en Egypte, à un moment où les relations entre ce pays et l'Iran se sont considérablement dégradées. En avril dernier, Le Caire avait annoncé l'arrestation d'une cinquantaine de personnes accusées d'être affiliées au Hezbollah et d'avoir planifié des



Abdallah II n'hésite pas à affirmer que la rencontre entre Netanyahu et Obama décidera de l'avenir du Proche-Orient.

«dans la sécurité et la paix». «La paix est réalisée par les forts, ceux qui ont le courage de prendre des décisions difficiles et qui sont capables d'appliquer leurs engagements», a-t-il lancé. De son côté, Netanyahu, attendu vendredi en Jordanie par le roi Abdallah II, n'a pas encore dévoilé la stratégie de son gouvernement sur le processus de paix, se contentant d'évoquer le développement économique des Palestiniens, pour remettre à plus tard les discussions sur la création d'un État palestinien. Mardi 12 mai, c'était au tour du chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi de se rendre à Charm el-Cheikh où Mubarak a déclaré que «s'ils veulent deux États, les Palestiniens doivent s'unir», en référence aux désaccords survenus entre le Fatah et Hamas sur la composition et les attributions d'un gouvernement palestinien d'union. Enfin, même le Pape Benoît XVI n'a pas choisi au hasard la date de son voyage en Terre sainte et son appel, dès son arrivée à l'aéroport Ben Gourion, ne pouvait être plus opportun. En effet, Benoît XVI a plaidé «pour un examen de chaque voie possible vers une résolution juste des difficultés considérables afin que les deux peuples puissent vivre en paix dans leurs pays respectifs, dans des frontières sûres et reconnues internationalement».

Un moment crucial

De grandes manœuvres ont commencé dans les coulisses de la diplomatie américaine pour dessiner les lignes d'un plan de paix global ambitieux pour le Proche-Orient. D'après le roi Abdallah II de Jordanie qui s'est rendu à Washington en avril, il s'agirait de s'appuyer

sur les Palestiniens, des Israéliens assis avec les Syriens, des Israéliens assis avec les Libanais», a-t-il expliqué. Ce plan impliquerait ainsi l'ensemble des 57 pays musulmans, du Maroc à l'Indonésie, membres de l'Organisation de la conférence islamique qui doit se réunir le 23 mai en Syrie au niveau des ministres des Affaires étrangères.

En échange du gel par Israël des colonies juives en Cisjordanie, les États arabes pourraient autoriser par exemple le survol de l'espace aérien arabe par la compagnie El Al et l'octroi de visas aux Israéliens. Toujours selon le souverain jordanien, le président américain Barack Obama pourrait présenter les grandes lignes de ce plan de paix lors d'un discours-clé au Caire à l'adresse du monde musulman le 4 juin prochain - 10 jours avant les élections présidentielles iraniennes. L'annonce du voyage présidentiel au Caire alors qu'aucune étape israélienne n'est prévue confirme que la Maison Blanche met la pression sur le gouvernement Netanyahu. Or, une divergence d'approche semble exister entre «Israël, qui exige des garanties de sécurité face à l'Iran avant toute avancée sur le dossier israélo-palestinien, et l'équipe Obama qui veut inverser l'ordre des dossiers, pour ne pas compromettre son ouverture vers Téhéran», avance un diplomate français. Étonnant : en réaction, Washington retourne l'argument. Selon le conseiller américain à la Sécurité nationale James Jones, si les ambitions nucléaires de Téhéran posent «une menace existentielle» pour Israël, cela ne fait que renforcer la nécessité d'une solution à deux États. Un tournant ?

Dans un entretien accordé au Times, Abdallah II n'hésite pas à affirmer que «la rencontre entre Benjamin Netanyahu et Barack Obama décidera de l'avenir du Proche-Orient», soulignant qu'il sera crucial qu'un signal clair sorte des discussions. «Si Israël tempore sur la solution à deux États ou s'il n'y a pas de vision américaine claire de la façon dont cela va se jouer en 2009, alors la crédibilité énorme d'Obama dans le monde et dans cette région se volatiliserait du jour au lendemain», a-t-il ajouté. Autrement dit, cette rencontre sera le révélateur de la détermination de la nouvelle Administration américaine à imposer une solution au conflit israélo-palestinien. Pour l'heure, selon un sondage Ifop, Obama bénéficie d'un a priori favorable de la population, notamment en Arabie saoudite, au Koweït, au Liban, en Egypte et en Jordanie. Le suspense reste entier.

AMINA BOUBIA

attaques sur le sol égyptien. Mais à l'issue de la rencontre, le président égyptien Hosni Mubarak a évité toute mention de l'Iran, insistant sur l'importance du processus israélo-palestinien pour la stabilité dans la région. Les négociations de paix doivent reprendre, a-t-il plaidé, «sur la base d'un horizon politique clair qui [...] établit un État pales-

sur le plan de paix arabe proposé par l'Arabie saoudite en 2002, prévoyant une normalisation collective avec Israël en échange de la création d'un État palestinien dans les territoires occupés en 1967 et d'un accord sur le sort des réfugiés palestiniens. «Ce dont nous parlons n'est pas des Israéliens et des Palestiniens assis à une table, mais des Israéliens assis